

Dumont, René, *L'Utopie ou la mort*, Paris, Le Seuil, 1973, 185 p.

Jean-Pierre Tusseau

Volume 6, Number 3, 1975

Les partis communistes d'Europe occidentale

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700586ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700586ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Tusseau, J.-P. (1975). Review of [Dumont, René, *L'Utopie ou la mort*, Paris, Le Seuil, 1973, 185 p.] *Études internationales*, 6(3), 399–401.  
<https://doi.org/10.7202/700586ar>

En tout cas, la distribution des fonds de la B.I.D. au cours des années 1961-70 nous laisse penser que le contrôle exercé par les pays de l'Amérique latine est faible. Les prêts destinés à la production industrielle, par exemple, ont baissé de 15% des fonds engagés au début des années soixante à seulement 8% en 1970. (p. 149) De plus, malgré la création d'un fonds pour des opérations spéciales avec comme but la prestation des fonds aux taux d'intérêt réduits pour les pays moins développés et pour des projets plutôt sociaux qu'économiques, on a vu comment au cours des années soixante, en raison du fait que les pays relativement plus riches peuvent solliciter des fonds pour leurs projets sociaux, « there were a number of anomalous cases in which low income countries received a below-average per capita inflow of loans from the FSO (Fund for Special Operations), whereas some countries with above-average incomes did much better ». (p. 85)

Quant à la distribution globale des fonds de la B.I.D. la situation en ce qui concerne les pays les moins développés était encore pire. Selon Dell : « Of the eleven countries with per capital incomes of less than \$300 in 1965, only three — Bolivia, Honduras and Paraguay — received per capita inflows of more than \$20 from the IBD over the period 1961-70 as a whole. Conversely, of the eight countries... with per capita incomes over \$300 in 1965, all except Mexico received inflows of over \$20, and, in five of them, the figure was in excess of \$30 per capita ». (p. 127)

Vu cette situation, c'est dommage qu'en conclusion Dell se retire des champs de bataille. Quoiqu'il admette que le développement économique et social en Amérique latine exige des réformes importantes, la B.I.D., maintient-il, « is not, cannot be, and should not be the agent of such change or reform. It is the servant of its member governments, not their master ». (p. 233)

Lynn Krieger MYTELKA

Département de science politique,  
Carleton University

DUMONT, René, *L'Utopie ou la mort*, Paris, Le Seuil, 1973, 185p.

À l'heure où la Conférence mondiale sur l'alimentation (Rome, novembre 1974) s'est soldée par un échec en n'arrivant pas à jeter les bases d'une politique d'alimentation à l'échelle mondiale, l'ouvrage de René Dumont prend une résonance singulièrement actuelle.

Ingénieur agronome qui s'est consacré à la lutte contre le sous-développement, Dumont a profité de la tribune qui lui était offerte en tant que candidat aux dernières élections présidentielles françaises pour donner plus d'ampleur au cri d'alarme qu'il n'a cessé de lancer à notre civilisation en particulier depuis *Nous allons à la famine* (1966).

Composé à la hâte, *L'Utopie ou la mort* a l'avantage de présenter sous une forme très simple, mais sans concession, l'essentiel de la pensée de l'auteur sur les problèmes posés par la « société de gaspillage ».

S'appuyant sur le rapport du Club de Rome (1972) et les divers rapports de la FAO, Dumont règle tout d'abord leur compte aux « derniers optimistes irréflichs » (Clarke, Kahn, Wiener...), ultimes tenants de la croissance illimitée dont il démystifie les « perspectives quasi-démocratiques ».

Il passe ensuite en revue l'épuisement des ressources non renouvelables (minerais...), la limitation des potentialités agricoles d'où découle l'impossibilité de réduire la malnutrition en comptant sur la seule expansion économique (p. 128), le caractère irréversible de la pollution, en particulier de l'air et de l'eau, le gaspillage économique, et le biocide dû au développement de l'énergie nucléaire, en particulier pour fins d'armement. Dumont accorde une large place à ce dernier aspect qui est devenu une nécessité économique de notre système (place de la guerre du Viêt-nam

dans l'économie américaine, ventes d'armements grâce auxquelles la France équilibre sa balance des comptes), bien qu'il constitue le plus insensé gaspillage d'énergie, de minerai, d'argent (les dépenses d'armements à l'échelle mondiale peuvent être évaluées entre \$180 et 200 milliards), et de cerveaux (recherches tenues secrètes qui ne profitent pas au progrès des sciences fondamentales). La prolifération des armes atomiques à travers le monde constitue, outre un accroissement des risques de conflit nucléaire, un risque écologique permanent que ne jugeait pas utile d'aborder un autre « optimiste » comme Konrad Lorenz dans *Les huit péchés capitaux de notre civilisation* (Flammarion, 1973). À d'autres niveaux, la publicité, incitation à la surconsommation, est source de gaspillage. Il en est ainsi également de réalisations de prestige tel le supersonique Concorde qui consomme par passager transporté trois fois plus de carburant qu'un avion conventionnel (gaspillage économique, pollution triplée). Les exemples et chiffres choisis par Dumont pour nous faire prendre conscience des dangers qui guettent notre civilisation et dénoncer l'injustice à l'échelle planétaire sont frappants. Ainsi, les États-Unis, avec moins de 6% de la population mondiale consomment, ou plutôt *gaspillent* 42% de la consommation mondiale d'aluminium, 33% du cuivre et du pétrole et plus de la moitié du gaz naturel. Au niveau alimentaire, un chien américain consomme plus qu'un Indien.

Dumont ne se limite pas au procès et à la destruction des vieux mythes comme le traditionnel produit national brut encore considéré par bien des économistes et politiciens comme seul critère de progrès, seul indice de satisfaction. Ce qu'il vise, c'est « une mobilisation générale de survie » dont il esquisse une série d'orientations. Car malgré le titre de l'ouvrage, l'auteur n'est sans doute pas utopiste. Conscient que, sous le couvert de l'aide aux pays sous-développés, l'assistance s'est toujours faite non pas au profit de l'assisté mais en fonction des besoins de l'assistant et a permis

de substituer au colonialisme politique un néo-colonialisme économique (voir aussi Tibor Mende, *De l'aide à la recolonisation*, Seuil, 1972), il nous met en garde contre une planification à l'échelle mondiale qui s'organiserait en fonction de la minorité privilégiée (p. 169). Aussi, évoque-t-il entre autres remèdes immédiats et préalable une série de « révoltes devenues inévitables » comme l'affirmation de l'indépendance nationale « comptant sur ses propres forces » (p. 94), le refus par les pays pauvres de reconnaissance de « dettes injustifiées », et lorsqu'il prône une nationalisation du sous-sol et des richesses naturelles, on ne peut s'empêcher de penser au cas du Québec et de la baie James.

Si les solutions globales ensuite proposées sont, de l'aveu de l'auteur, utopiques (internationalisation des océans, croissance zéro de la population, suppression des armements, impôt international, économie socialiste à l'échelle mondiale...), certaines n'en sont pas moins réalisables (rationalisation des transports aériens, développement des transports en commun, contrôle de l'urbanisation effrénée, recyclage des matières premières...). D'autres enfin sont des remèdes pratiques, individuels, quotidiens (limitation volontaire de l'utilisation de la voiture privée, boycottage des produits en emballage non consigné, éviter le gaspillage du papier, résister aux tentations de la mode...)

Cet essai, nous dit Dumont, est motivé par un cri de révolte, un refus des injustices, non un quelconque sens préconçu de l'histoire (pp. 193-240), « le sens de l'histoire, il faut l'aider » (p. 174), tous les problèmes n'en sont pas moins posés qu'en termes politiques. Dumont nous invite en particulier, ce qui lui a valu la haine des marxistes orthodoxes, à admettre de nouvelles contradictions du système capitaliste et à réexaminer la position ambiguë des classes ouvrières devenues des classes de « semi-privilégiés » (pp. 105 et 142) tant aux États-Unis qu'en Europe. Soulignons

enfin cette « note à l'édition de 1973 » qui est peut-être en train de prendre tout son sens : « Si le Tiers-Monde uni réussissait à rattacher à la cause des dominés et des dépouillés l'ensemble des pays pétroliers, il nous faudrait devenir enfin « raisonnables » (p. 173).

On ne saurait trop souhaiter que *l'Utopie ou la mort* que les Éditions du Seuil viennent de rééditer en format de poche puisse contribuer largement à la diffusion de la pensée des « écologistes politisés ».

Jean-Pierre TUSSEAU

*Département des lettres,  
Université du Québec à Trois-Rivières*

HAHLO, H. R. (éd.), *Nationalism and the Multinational Enterprise: Legal, Economic and Managerial Aspects*, A. W. Sijthoff, Leiden, et Oceana Publications, Dobbs Ferry, New York, 373p.

Cet ouvrage dont nous faisons la recension est la version révisée et sans date de textes présentés à l'université McGill, en août 1971, lors d'une conférence internationale sur les multinationales. Les auteurs de ce volume sont tous d'éminents spécialistes dans les secteurs du droit, de l'économique et du management en affaires. Ce sont : Louis Loss et D. Vagts de l'École de Droit de Harvard, Clive Schmitthoff du City University et de l'Université de Kent, Ivan R. Feltham de l'École de Droit d'Osgood, H. C. Coing de l'Institut Max-Planck, John Fayerweather de l'Université de New York, K. W. Weddorn du London School of Economics, Howard Ross de l'université McGill, Paul Leleux, de la Belgique, Wilbur Fugate, du Département de la Justice des États-Unis, D. H. W. Henry, du gouvernement canadien, et Éric Kierans, ancien député et ministre

provincial et fédéral au Canada. Quoique préoccupés principalement par le droit, l'économique et le management dans les multinationales, les auteurs ont cependant touché brièvement à la question politique, du moins lorsque cela concernait le Canada.

Dans la première partie, ils couvrent divers aspects des multinationales dans les pays où elles sont installées, principalement, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, au Canada, en Allemagne, en France, en Belgique et dans la Communauté économique européenne. Dans la seconde, Harry Johnson traite des profits économiques des entreprises transnationales pendant qu'Éric Kierans et Abraham Rostein nous prévenaient contre les dangers de la structure internationale des multinationales (*cosmo-corp*) pour la survivance nationale de pays comme le Canada. Dans la troisième partie, les auteurs étudient le management des entreprises transnationales en relation avec ce qui peut en résulter comme, par exemple, le rôle instrumental des filiales sur la politique des pays qui les accueillent, le nationalisme et le pouvoir centralisé, et les attitudes du contrôle nationaliste. La quatrième partie traite des litiges, arbitrages, relations industrielles et garanties internationales. Quant à la cinquième partie, elle est consacrée à une discussion de la législation antimonopole aux États-Unis, en Europe et au Canada. Ainsi, ce volume traite de tous les aspects des multinationales dans les pays industrialisés. Les pays en voie de développement sont quelque peu laissés pour compte, quoiqu'un chapitre sur l'Afrique figure à la table des matières.

Pour plusieurs raisons, ce volume sait discuter avec soin des nombreux détails techniques des corporations transnationales et des problèmes que leur venue dans les pays hôtes ont créés autant que dans les pays d'origine. Certains ont affirmé que ces multinationales sont fort utiles pour l'économie mondiale alors que d'autres s'alarment du pouvoir excessif dont elles jouissent. Pratiquement tous les experts étudient